Entre 2020 et 2021, Big Pharma a dépensé plus de 30 millions d’euros pour « acheter » l’Union Européenne

écrit par Christine Tasin | 3 mai 2023

Et il faudrait que nous nous serrassions la ceinture, nous le petit peuple ?

Et ils ont décidé de continuer leurs manoeuvres, leur prévarication ?

Et ils continuent, imperturbables, malgré toutes les preuves de leurs vols et du vol de la démocratie ?

Dans un rapport au vitriol rendu public ce 18 janvier et consulté par Lecourrrier-du-soir.com, l'ONG française Global Health Advocate révèle que rien que dans la période allant de 2020 à 2021, les plus grands laboratoires pharmaceutiques du monde (Pfizer, Sanofi, AstraZeneca…) ont dépensé plus de 30 millions d'euros pour prendre le contrôle total de l'Union Européenne, en imposant leurs décisions sur les contrats d'achat de vaccins et en censurant toute information (concernant ces contrats d'achat) qui leur est défavorable. En

gros, Big Pharma avait « acheté » l'Union Européenne

Une nouvelle révélation qui risque d'embarrasser l'Union Européenne, organisation très fragilisée par le récent scandale du QatarGate qui a coûté son poste à Eva Kaili, ex présidente du Parlement Européen. Et ce n'est pas fini. Car, moins d'un mois après cette affaire, c'est un rapport de l'ONG français Global Health Advocate, rendu public ce 18 janvier 2023, qui dévoile les dessous des négociations entre l'UE et les lobbys pharmaceutiques en 2020 pour l'acquisition de doses de vaccins. Une opération qui s'est faite dans des conditions extrêmement opaques.

En effet, dans le rapport de Global Health Advocate, consulté par Lecourrier-du-soir.com, l'ONG fait des révélations de taille. Ainsi, à la page 6, on apprend qu'entre janvier 2020 et septembre 2022, environ 100 réunions ont eu lieu entre de hautes personnalités de l'UE et des représentants de Big Pharma. Et entre 2020 et 2021, Big Pharma a dépensé plus de 30 millions d'euros pour ses activités de lobbying au sein de l'UE.

Mais, au-delà de l'emprise des laboratoires sur les décisions prises par les autorités européennes, il y a aussi un autre détail qui n'a pas échappé aux enquêteurs à savoir les conflits d'intérêts. Preuve à l'appui, le rapport révèle que Richard Bergstrôm, l'homme désigné par le gouvernement suédois pour négocier avec Big Pharma, fut jusqu'en 2016 directeur d'EFPIA (Fédération Européenne des Associations et Industries Pharmaceutiques), une organisation très proche de Pfizer, Sanofi et Johnson and Johnson.

Dans son rapport, le Global Health Advocate n'a pas non plus manqué de se plaindre de l'attitude de la Commission Européenne, dirigée par Von Der Leyen qui a signé un contrat de plusieurs milliards d'euros avec Pfizer. Jusqu'ici tout va bien. Cependant, ce qui exaspère l'ONG est que c'est le laboratoire américain qui a imposé les règles du jeu, en

donnant des directives à la Commission Européenne sur ce qui devait être dévoilé au public ou pas. Le rapport va jusqu'à révéler que ce sont les labos qui avaient le dernier mot sur ce qui devait être partagé avec le public.

Le rapport souligne également la forte pression que Big Pharma a exercée sur les Etats membres de l'Union Européenne en les menaçant de couper les investissements injectés de l'UE si jamais Bruxelles venait à accepter la demande formulée par l'Inde et l'Afrique du Sud de lever les brevets.

Pour rappel, la non-publication des contrats signés entre Big Pharma et la Commission Européenne n'a cessé, ces derniers mois, de susciter une vive tension au sein de l'UE où de nombreux pays exigent que les contrats soient rendus publics au nom de la Transparence. Mais, malgré les nombreuses demandes formulées, la Commission Européenne, dirigée par Von Der Leyen, refuse catégoriquement de faire un geste. Et pire, le PDG de Pfizer (e labo qui a le plus tiré profit de ces contrats d'achats refuse catégoriquement) refuse catégoriquement de témoigner devant le Parlement Européen.

https://lecourrier-du-soir.com/gros-scandale-entre-2020-et-2021-big-pharma-a-depense-plus-de-30-millions-deuros-pour-acheter-lunion-europeenne-2/